



CHAPITRE 199

CHAPTER 199

Loi concernant la succession de Philippe
Toupin

An Act respecting the estate of Philippe
Toupin

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que dame Annie Harbec, veuve non remariée de feu Philippe Toupin, gentilhomme, en son vivant de la paroisse de L'Acadie, district d'Iberville, dont elle a été l'épouse en communauté de biens, et Jean-Philippe Toupin et Maurice Toupin, marchands de ladite paroisse de L'Acadie, et Roméo Grenier, comptable agréé des cité et district de Montréal, ces trois derniers agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dernier testament de feu Philippe Toupin fait le huitième jour de février 1957, devant Me Yves Deland, notaire, et témoins, ont, par leur pétition, représenté:

Que feu Charles Langelier est décédé le 10 novembre 1879, laissant à sa succession les lots 82 et 83 de la paroisse de Saint-Jean dans ledit comté, ces lots ayant ensemble une largeur de six arpents par une profondeur d'environ trente arpents;

Que par son dernier testament fait le 18 octobre 1879, devant Me C. T. Charbonneau et collègue, notaires, dont une copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Saint-Jean sous le numéro 11,553, ledit Charles Langelier a laissé l'usufruit de sa succession à son épouse (ledit usufruit ayant pris fin depuis longtemps en raison de son décès) et a légué à ses six fils, savoir: Charles, Joseph, Henri, Louis, Félix et Arthur, le terrain

WHEREAS Dame Annie Harbec, un-
remarried widow of the late Phi-
lippe Toupin, gentleman, in his lifetime
of the parish of L'Acadie, district of Iber-
ville, with whom she had been common
as to property, and Jean Philippe Toupin
and Maurice Toupin, merchants, of the
said parish of L'Acadie, and Roméo Gre-
nier, chartered accountant, of the city
and district of Montreal, the last three
acting in their quality of testamentary
executors of the last will and testament
of the said late Philippe Toupin executed
on the eighth day of February, 1957, before
Me Yves Deland, notary, and witnesses,
have, by their petition, represented:

That the late Charles Langelier died on November 10th, 1879, leaving in his estate the whole of lots 82 and 83 of the parish of St. Johns in said county, which lots together had a width of six arpents by a depth of approximately thirty arpents;

That by his last will and testament executed on October 18th, 1879, before Me C. T. Charbonneau and Colleague, notaries, a copy whereof was registered in the registry office for the registration division of the county of Saint-Jean under number 11,553, the said Charles Langelier left the usufruct of his estate to his wife (which usufruct has long since been extinguished by reason of her death) and bequeathed to his six sons, to wit: Charles, Joseph, Henri, Louis, Félix and Arthur,

connu comme étant lesdits lots 82 et 83, à condition d'en être séparément propriétaires, chacun d'un sixième du tout, l'aîné prenant son arpent de largeur du côté nord dudit terrain sur toute sa profondeur, chacun des arpents qui restent sur la largeur allant à chaque autre fils suivant son âge;

Que dans son testament ledit Charles Langelier a ensuite stipulé que le terrain mesurant un arpent de largeur par ladite profondeur légué à chaque fils devrait être substitué au fils aîné de ce fils, et au décès de ce fils aîné (petit-fils du testateur) au fils aîné de ce petit-fils, créant ainsi une substitution en faveur du descendant aîné de la branche de chaque fils jusqu'à la limite ultime permise par la loi;

Que le testateur a cependant stipulé, au cas où un de ses fils au premier degré décéderait sans descendant mâle, que son arpent de largeur retournerait à ses frères survivants et aux représentants de ses frères décédés, sujet aux mêmes règles de substitution, mais au cas où un petit-fils du testateur décéderait sans enfant mâle ses droits sur l'arpent de largeur détenu par sa branche retourneraient alors à l'aîné de ses frères survivants;

Que durant l'année 1920 certains descendants de feu Charles Langelier ont mis en vente le terrain sur lequel ils avaient des droits suivant les dispositions de la loi concernant la vente des biens substitués, mais que l'adjudicataire à la vente à l'enchère publique subséquente a refusé de payer le prix d'adjudication, alléguant que certaines formalités n'avaient pas été observées;

Qu'à la suite de procédures prolongées la Cour suprême du Canada a rendu un jugement final le 5 février 1924, dans lequel la prétention de l'adjudicataire à l'enchère publique était maintenue, et accordait à l'adjudicataire les frais contre lesdits descendants de feu Charles Langelier;

Que subséquemment, ledit adjudicataire afin de donner suite au jugement lui accordant ces frais, a fait saisir les parties desdits lots 82 et 83 sur lesquels lesdits descendants de feu Charles Langelier (ou leurs représentants) avaient alors des droits acquis, et à la vente à l'enchère

the land known as said lots 82 and 83, providing that they be separately owners thereof, each for one-sixth of the whole, the eldest to take his arpent in width on the north side of the said land on all its depth, the remaining arpents in width thereafter to go, one to each other son in order of age;

That in his said will the said Charles Langelier then provided that the land measuring one arpent in width by the said depth left to each son should be substituted to the eldest son of such son, and on the death of such eldest son (a grandson of the testator) to the eldest son of such grandson, thus creating a substitution in favour of the eldest descendant of the branch of each son to the greatest extent allowed by law;

That the testator provided, however, that should a son of his in the first degree die without male descendants, his arpent in width should vest in his surviving brothers and in the representatives of his deceased brothers, subject to the same rules of substitution, but that if a grandson of the testator should die without male children then his rights in the arpent in width held by his branch should become vested in his eldest brother him surviving;

That during the year 1920 certain descendants of the late Charles Langelier brought the land in which they had rights to sale under the provisions of the law dealing with the sale of substituted property but that the adjudicataire at the ensuing public auction declined to pay the adjudication price, alleging that certain formalities had not been observed;

That following extensive litigation the Supreme Court of Canada rendered a final judgment on February 5th, 1924, in which the contention of the adjudicataire at the public auction was maintained and such adjudicataire was awarded costs against the said descendants of the late Charles Langelier;

That subsequently the said adjudicataire, to satisfy the judgment awarding him such costs, brought to execution those parts of said lots 82 and 83 in which the said descendants of the late Charles Langelier (or their representatives) had then vested interests, and at the public

publique faite par le shérif du district d'Iberville le quatrième jour de juin 1924, lesdits arpents de terrain originairement laissés à Charles Langelier, Henri Langelier et Louis Langelier et un intérêt indivis de trois quarts sur les arpents de terrain originairement laissés à Félix Langelier et Arthur Langelier ont été mis en vente à l'enchère publique et acquis par ledit Philippe Toupin, en faveur de qui ledit shérif a fait un acte de vente le 9 juin 1924, dont une copie a été enregistrée en ledit bureau d'enregistrement le 9 juin 1924, sous le numéro 38,654;

Que cette vente par le shérif visait à céder audit Philippe Toupin l'ensemble des lots 82 et 83 à l'exception de l'arpent de terrain originairement laissé par ledit Charles Langelier à son fils Joseph et un intérêt indivis d'un quart sur les arpents de terrain originairement laissés par lui à ses fils Félix Langelier et Arthur Langelier;

Que des doutes ont surgi à savoir si ledit Philippe Toupin avait acquis entièrement ou non les droits, titre et propriété dudit terrain décrit dans ledit acte de vente ou seulement les droits personnels desdits descendants de feu Charles Langelier, lesquels droits étaient en grande partie ceux des grévés et non des appelés;

Que jamais aucune action n'a été prise pour annuler ladite vente faite par le shérif;

Qu'un fils de feu Charles Langelier, soit, Joseph Langelier, n'a pas consenti à la vente de ses intérêts sur lesdits lots et n'a pas participé au litige qui a suivi la tentative de vente des biens substitués, et conséquemment les droits de sa branche de famille sur lesdits lots n'ont pas été touchés par le jugement susdit et n'ont pas été compris dans les biens vendus par le shérif le 9 juin 1924;

Que vers l'année 1893 ledit Joseph Langelier a quitté le Canada et s'est établi dans la cité de Manchester, état du New Hampshire, U.S.A., où il vécut le reste de sa vie, y étant décédé le 6 décembre 1930. A l'époque de sa mort son fils aîné survivant était Charlemagne Langelier, pharmacien, de ladite cité de Manchester, qui est donc le second grévé

of Iberville by the Sheriff of the district of Iberville on the fourth day of June, 1924, the said arpents of land which had originally been left to Charles Langelier, Henri Langelier, and Louis Langelier, and an undivided three-quarters interest in the arpents of land originally left to Félix Langelier and Arthur Langelier, were put up to public auction and were acquired by the said Philippe Toupin, in whose favour the said Sheriff executed a deed of sale on June 9th, 1924, a copy whereof was registered in the said registry office on June 9th, 1924, under number 38,654;

That this sale by the Sheriff purported to convey to the said Philippe Toupin the whole of lots 82 and 83 with the exception of the arpent of land originally left by the said Charles Langelier to his son Joseph and an undivided one-fourth interest in the arpents of land originally left by him to his sons Félix Langelier and Arthur Langelier;

That doubts have arisen as to whether or not the said Philippe Toupin acquired all the right, title and ownership of the said land described in said deed of sale or merely the personal rights of the said descendants of the late Charles Langelier, which rights were largely those of institutes and not substitutes;

That no action to set aside the said sale by the Sheriff has ever been taken;

That one son of the late Charles Langelier, to wit, Joseph Langelier, did not consent to the sale of his interest in the said lots and did not take part in the litigation which followed the attempts to effect the sale of substituted property, and consequently the rights of his branch of the family in said lots were not affected by the judgment aforesaid and were not included in the property sold by the Sheriff on June 9th, 1924;

That about the year 1893 the said Joseph Langelier had left Canada and had settled in the city of Manchester, in the State of New Hampshire, U.S.A., where he lived for the remainder of his lifetime, dying there on December 6th, 1930. At the time of his death his eldest surviving son was Charlemagne Langelier, druggist, of the said city of Manchester, who is

par rapport aux droits de sa branche de famille;

Que ledit Charlemagne Langelier, qui est maintenant un homme âgé, est le père de deux fils, soit, Joseph Mathieu Clément Langelier qui est né le 30 décembre 1930, et Joseph Donald Ménard Langelier, né le 15 janvier 1934. Un troisième fils, Joseph Avite Charles André Langelier, né le 17 juin 1920, est décédé le 22 juin 1920;

Que ledit Charlemagne Langelier a aussi deux filles, Florence Priscilla Langelier, maintenant l'épouse de Francis Welch, et Marie Thérèse Murielle Langelier, maintenant l'épouse de Walter J. Sargent, fils;

Que la branche de Joseph Langelier est établie aux États-Unis d'Amérique depuis plus de soixante ans et qu'aucun membre de cette branche n'est maintenant citoyen canadien ou résidant de la province de Québec;

Que le 4 mai 1957, ledit Charlemagne Langelier, agissant avec son fils aîné survivant, ledit Joseph Mathieu Clément Langelier, a vendu au comptant tous les droits de la branche de Joseph Langelier sur lesdits lots 82 et 83 audit Philippe Toupin, l'acte étant passé sous seing privé devant témoins en la cité de Manchester, état du New Hampshire, et une copie enregistrée audit bureau d'enregistrement sous le numéro 73,396;

Que ledit Philippe Toupin n'a pas pris part audit acte du 4 mai 1957, mais le 31 mai 1957, a passé un acte devant Me Jean Meunier, notaire, de la cité de Saint-Jean, dont une copie a été enregistrée sous le numéro 73,573, dans lequel il a accepté tous les droits à lui transportés dans l'acte du 4 mai 1957, et s'est engagé à se conformer à toutes les clauses et conditions qui y sont mentionnées;

Que dans ledit acte du 4 mai 1957, ledit Joseph Donald Ménard Langelier, le deuxième fils survivant dudit Charlemagne Langelier, et ses sœurs, ladite Florence Priscilla Langelier et ladite Marie-Thérèse Murielle Langelier, dûment autorisées par leurs maris respectifs, sont intervenus pour y consentir en autant que nécessaire ou désirable;

Qu'en dépit du fait que Charlemagne Langelier, le deuxième appelé, et tous ses

therefore the second institute with respect to the rights of his branch of the family;

That the said Charlemagne Langelier, now a man of advanced years, is the father of two sons, to wit, Joseph Mathieu Clément Langelier who was born on December 30th, 1930, and Joseph Donald Ménard Langelier who was born on January 15th, 1934. A third son, Joseph Avite Charles André Langelier, born on June 17th, 1920, died on June 22nd, 1920;

That the said Charlemagne Langelier has also two daughters, Florence Priscilla Langelier presently wife of Francis Welch, and Marie Thérèse Murielle Langelier, presently wife of Walter J. Sargent, Jr;

That the branch of Joseph Langelier has been settled in the United States of America for more than sixty years and no members of that branch are now Canadian citizens or residents of the Province of Quebec;

That on May 4th, 1957, the said Charlemagne Langelier, acting with his eldest surviving son, the said Joseph Mathieu Clément Langelier, sold for cash all the rights of the branch of Joseph Langelier in said lots 82 and 83 to the said Philippe Toupin, the deed being executed under private signature before witnesses in the city of Manchester, State of New Hampshire, and a copy thereof being registered in the said registry office under number 73,396;

That the said Philippe Toupin was not a party to the said deed of May 4th, 1957, but on May 31st, 1957, executed a deed before Me Jean Meunier, notary, of the city of St. Johns, a copy whereof was registered under the number 73,573, in which he accepted all rights transferred to him in the deed of May 4th, 1957, and undertook to conform to all the clauses and conditions therein mentioned;

That in said deed of May 4th, 1957, the said Joseph Donald Ménard Langelier, the second surviving son of the said Charlemagne Langelier, and his sisters, the said Florence Priscilla Langelier and the said Marie Thérèse Murielle Langelier, duly authorized by their respective husbands, intervened to consent thereto insofar as might be necessary or advisable;

That despite the fact that Charlemagne Langelier, the second substitute, and all

descendants survivants du premier degré ont participé à la vente du 4 mai 1957, des doutes ont surgi à savoir si un titre valide aux droits sur lesdits lots dévolus à la branche de Joseph Langelier ont été cédés audit Philippe Toupin vu que la substitution concernant cette branche n'est pas encore ouverte et jusqu'à la mort dudit Charlemagne Langelier il sera impossible de savoir qui est le dernier appelé par rapport à ladite branche;

Que ledit Philippe Toupin a de bonne foi vendu des petites portions des lots 82 et 83 à diverses personnes et peu de temps avant sa mort avait pris des dispositions pour vendre le résidu desdits lots à des personnes qui se proposent de mettre ce résidu en valeur pour fins de construction d'habitations et d'ouverture de certains boulevards dans les limites de la cité de Saint-Jean;

Que vu les doutes mentionnés ci-dessus il est impossible de poursuivre la mise en valeur du résidu ou de la majeure partie desdits lots 82 et 83;

Que les pétitionnaires croient qu'il serait de l'intérêt de tous les intéressés de faire disparaître ces doutes;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Propriété confirmée.

1. Philippe Toupin était, à la date de son décès, le propriétaire des lots 82 et 83 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean, district d'Iberville et lesdits lots ont été légués dans sa succession, sauf les portions qu'il avait vendues de son vivant.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

his surviving descendants in the first degree took part in the sale of May 4th, 1957, doubts have arisen as to whether good title to the rights in said lots vested in the branch of Joseph Langelier were conveyed to the said Philippe Toupin since the substitution with respect to that branch has not yet opened and until the death of the said Charlemagne Langelier it will be impossible to know who is the final substitute with respect to said branch;

That the said Philippe Toupin in good faith sold small portions of lots 82 and 83 to various persons and shortly before his death he had arranged to sell the residue of said lots to persons who intend to develop such residue for the purpose of housing developments and for the opening of certain boulevards within the limits of the city of St. Johns;

That in view of the doubts hereinabove mentioned it is impossible to proceed with the development of the residue or greater parts of said lots 82 and 83;

That the petitioners believe it would be in the interests of all concerned to cause these doubts to be eliminated;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Philippe Toupin, at the date of his death, was the owner of lots 82 and 83 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Johns, district of Iberville, and the said lots have been bequeathed in his estate save for the portions sold by him in his lifetime.

Ownership confirmed.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.